



## Assemblée générale

Distr. générale  
9 janvier 2002

Cinquante-sixième session  
Point 68 de l'ordre du jour

### Résolution adoptée par l'Assemblée générale

[sur le rapport de la Première Commission (A/56/530)]

#### **56/18. Maintien de la sécurité internationale – relations de bon voisinage, stabilité et développement en Europe du Sud-Est**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, signé à Helsinki le 1<sup>er</sup> août 1975,

*Rappelant également* la Déclaration du Millénaire<sup>1</sup>,

*Rappelant en outre* ses résolutions 48/84 B du 16 décembre 1993, 50/80 B du 12 décembre 1995, 51/55 du 10 décembre 1996, 52/48 du 9 décembre 1997, 53/71 du 4 décembre 1998, 54/62 du 1<sup>er</sup> décembre 1999 et 55/27 du 20 novembre 2000,

*Convaincue* qu'il est nécessaire, pour prévenir le déclenchement des conflits, de renforcer le dispositif général de prévention et de règlement des conflits des organismes des Nations Unies et d'autres organismes régionaux compétents,

*Soulignant* qu'il est d'une importance capitale que soit intégralement appliquée la résolution 1244 (1999) relative au Kosovo (République fédérale de Yougoslavie), adoptée le 10 juin 1999 par le Conseil de sécurité, et mettant notamment l'accent sur le rôle et la responsabilité de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, appuyée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'Union européenne, et de la Force de paix au Kosovo, ainsi que sur l'importance de l'application des résolutions 1345 (2001) et 1371 (2001) du Conseil de sécurité, en date du 21 mars et du 26 septembre 2001 respectivement,

*Se félicitant* des progrès sensibles réalisés sur la voie de la démocratie par le peuple et les autorités de la République fédérale de Yougoslavie et les mesures importantes prises pour coopérer avec le Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991,

<sup>1</sup> Voir résolution 55/2.

*Rappelant* le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, et soulignant qu'il importe d'en réaliser les objectifs, en mettant l'accent sur la coopération régionale,

*Notant* l'importance que présentent, pour l'application du Pacte, les activités des organisations internationales telles que l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et le Conseil de l'Europe, ainsi que la contribution de l'Initiative de l'Europe centrale et de la Coopération économique de la mer Noire,

*Se félicitant* de la normalisation des relations entre tous les États de la région des Balkans, et prenant note à cet égard de l'Accord de démarcation de la frontière entre l'ex-République yougoslave de Macédoine et la République fédérale de Yougoslavie, conclu à Skopje le 23 février 2001<sup>2</sup>, ainsi que du rétablissement des relations diplomatiques entre l'Albanie et la République fédérale de Yougoslavie,

*Se félicitant également* que les États successeurs de l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie aient conclu le 29 juin 2001 un accord sur les questions de succession,

*Se félicitant en outre* que les pays de la région et l'Union européenne et ses États membres aient signé des accords de stabilisation et d'association ou des accords européens,

*Réaffirmant* l'importance du Processus de coopération d'Europe du Sud-Est et de la contribution qu'il apporte à la sécurité, à la stabilité et aux relations de bon voisinage dans la région, et rappelant en particulier la Déclaration et le Programme d'action pour la coopération économique régionale, adoptés à Skopje le 23 février 2001 par les chefs d'État et de gouvernement des pays participant au Processus de coopération d'Europe du Sud-Est et des pays observateurs<sup>3</sup>,

*Soulignant* qu'il importe au plus haut point de renforcer les efforts faits au niveau régional en Europe du Sud-Est en ce qui concerne la maîtrise des armements, le déminage, le désarmement et les mesures de confiance, et restant préoccupée par le fait que le trafic des armes légères sous tous ses aspects n'en persiste pas moins,

*Consciente* de l'importance des activités menées aux niveaux national et international par toutes les organisations compétentes en vue d'instaurer la paix, la sécurité, la stabilité, la démocratie, la coopération, le développement économique, le respect des droits de l'homme et le bon voisinage en Europe du Sud-Est,

*Prenant note* de la Déclaration de solidarité adoptée par les chefs d'État participant à la réunion au sommet des pays souhaitant devenir membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, tenue à Sofia le 5 octobre 2001<sup>4</sup>,

*Se déclarant de nouveau convaincue* que tous les pays devraient vivre en paix et entretenir des relations de bon voisinage,

1. *Réaffirme* la nécessité de respecter pleinement la Charte des Nations Unies ;

2. *Demande* à tous les États, aux organisations internationales concernées et aux organes compétents des Nations Unies de respecter les principes de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de tous les États ainsi que de l'inviolabilité des

---

<sup>2</sup> A/56/60-S/2001/234, annexe.

<sup>3</sup> A/55/809-S/2001/172, annexe.

<sup>4</sup> A/56/466, annexe.

frontières internationales, de continuer à prendre des mesures conformément à la Charte et aux engagements de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et en créant de nouveaux arrangements régionaux, selon qu'il conviendra, en vue d'éliminer les menaces à la paix et à la sécurité internationales et de contribuer à prévenir les conflits en Europe du Sud-Est, qui risquent de provoquer la désintégration des États par la violence ;

3. *Réaffirme* qu'il est urgent de faire de l'Europe du Sud-Est une région de paix, de sécurité, de stabilité, de démocratie, de coopération et de développement économique où règnent le bon voisinage et le respect des droits de l'homme, ce qui contribuerait au maintien de la paix et de la sécurité internationales et améliorerait les perspectives de développement et de prospérité durables pour tous les peuples de la région, partie intégrante de l'Europe, et apprécie le rôle de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et de l'Union européenne dans la promotion du désarmement régional ;

4. *Demande* à tous les participants au Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est et à toutes les organisations internationales concernées de continuer à soutenir les efforts faits par les États de l'Europe du Sud-Est pour instaurer la stabilité et la coopération régionales, afin qu'ils soient en mesure de parvenir au développement durable et de s'intégrer dans les structures européennes ;

5. *Demande* à tous les États et aux organisations internationales compétentes de contribuer à l'application intégrale de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité relative au Kosovo (République fédérale de Yougoslavie) ainsi que des résolutions 1345 (2001) et 1371 (2001) ;

6. *Rejette* le recours à la violence à des fins politiques, et souligne que seules les solutions politiques pacifiques peuvent assurer à l'Europe du Sud-Est un avenir stable et démocratique ;

7. *Se félicite* de la signature de l'Accord-cadre à Ohrid (ex-République yougoslave de Macédoine), le 13 août 2001, et se déclare en faveur de son application intégrale et ponctuelle par les États qui y sont parties ;

8. *Souligne* qu'il importe que les États entretiennent des relations de bon voisinage et d'amitié, et demande à tous les États de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, conformément à la Charte ;

9. *Demande instamment* que les relations entre les États de l'Europe du Sud-Est soient renforcées dans le respect du droit international et des accords internationaux, conformément aux principes du bon voisinage et du respect mutuel ;

10. *Apprécie* les efforts que déploie la communauté internationale, et se félicite en particulier de l'aide qu'ont déjà apportée l'Union européenne, d'autres entités et le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est afin de faciliter le processus à long terme de démocratisation et de développement économique de la région ;

11. *Souligne* que le rapprochement entre les États de l'Europe du Sud-Est et l'Union européenne aura une influence favorable sur la sécurité et la situation politique et économique dans la région ainsi que sur les relations de bon voisinage entre les États ;

12. *Souligne* l'importance des efforts régionaux visant à prévenir les conflits qui mettent en péril le maintien de la paix et de la sécurité internationales et, à cet égard, note avec satisfaction le rôle de la Force multinationale de paix pour l'Europe du Sud-Est ;

13. *Souligne* qu'il importe de poursuivre les efforts régionaux et d'intensifier le dialogue en Europe du Sud-Est en ce qui concerne la maîtrise des armements, le désarmement et les mesures de confiance, de renforcer la coopération et d'adopter aux niveaux national, sous-régional et régional des mesures propres à prévenir et à réprimer les actes de terrorisme ;

14. *Se félicite* de l'adoption, le 18 juillet 2001, du Document final des négociations prévues à l'article V de l'annexe 1.B de l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine<sup>5</sup> ;

15. *Reconnaît* la gravité du problème des mines antipersonnel dans certaines parties de l'Europe du Sud-Est, se félicite dans ce contexte des efforts faits par la communauté internationale dans la lutte antimines, et encourage les États à s'y associer et à les appuyer ;

16. *Prie instamment* tous les États de prendre des mesures efficaces pour lutter contre le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et de soutenir les programmes et projets de collecte et de destruction sans risque des stocks d'armes légères en excédent, et souligne qu'il importe de renforcer la coopération entre les États, notamment en ce qui concerne la prévention du crime, la lutte contre le terrorisme, la traite des êtres humains, la criminalité organisée, le trafic des drogues et le blanchiment de l'argent ;

17. *Demande* à tous les États et aux organisations internationales compétentes de communiquer au Secrétaire général leurs vues au sujet de la présente résolution ;

18. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-septième session la question intitulée « Maintien de la sécurité internationale – relations de bon voisinage, stabilité et développement en Europe du Sud-Est ».

*68<sup>e</sup> séance plénière  
29 novembre 2001*

---

<sup>5</sup> Voir A/50/790-S/1995/999.